

JANVIER 2016

TRIMESTRIEL
N°86

PRX: 0,30 €



POUR en Creuse

L'Enseignement La Culture L'Éducation La Formation La Recherche L'Insertion

Dispensé de timbrage nom du site de dépôt

P

DÉPOSÉ LE
19/01/16

PRESE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE



Mardi 26 janvier 2016

**Pour une autre réforme du collège
Pour un Service Public d'Éducation
de qualité et de proximité**

**RASSEMBLEMENT FSU
10h/GUÉRET**

GREVE devant
l'Inspection Académique

**Pour l'augmentation de nos salaires et
pour le maintien des Services Publics.**

**RASSEMBLEMENT CGT FO FSU
11h / GUÉRET devant la préfecture**

**Grève
mardi 26 janvier**
(page 1)

**Édito
pub**
(page 2)

**Communiqué de
Presse FSU**
(page 3)

Tract
(page 4)

Rédacteur en chef : Stéphane PICOUT
Directeur de la publication : Sandrine GORGEON
Commission Paritaire : 1117 S 07663
ISSN : 1260 - 2310
Imprimé par nos soins

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques de la FSU 23 et de ses syndicats. Conformément à la loi du 6/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 23 :
542 Maison des Associations 23000 GUÉRET

**542 Maison des Associations
23000 GUÉRET**
Tél : 05 55 41 16 32
Courriel : fsu23@fsu.fr

État d'urgence dans la Fonction Publique

Depuis 2010, il n'y a plus d'évolution salariale pour plus de 5 millions de salariés. La revalorisation à minima des catégories C, bien qu'indispensable ne peut constituer une réelle réponse à ce problème. Il s'agit d'une diminution des salaires dans la Fonction Publique qui est confirmée par l'INSEE et le rapport annuel 2015 de l'État. Si on ajoute à cette situation l'augmentation des prélèvements, en particulier des cotisations retraites, on constate alors des pertes de salaires qui correspondent à 2 mois par an pour chaque agent ! Le développement des primes, réponse la plus courante du gouvernement, ne compense pas cette baisse, mais accroît en revanche les inégalités.

Cette situation salariale ne peut plus durer ! Au-delà d'être injuste et pénalisante pour tous les agents de la Fonction Publique, elle est aussi préjudiciable à l'économie française. Si nous continuons ainsi, dans peu d'années les cadres de la Fonction Publique verront leur salaire de recrutement quasiment au niveau du SMIC. Il est vrai que le C de SMIC signifie croissance !

Faut-il rappeler que par ailleurs, la réalité de la Fonction Publique c'est déjà 20% des agents au niveau du SMIC, dont plus de 80% travaillent dans la Fonction Publique Territoriale. L'OCDE révèle par exemple que la France est un des rares pays où le salaire des enseignants a reculé de 13% depuis 2000, alors qu'il a augmenté dans les autres pays.

Pour reconnaître le travail de tous les agents, leur qualification, pour leur donner un pouvoir d'achat leur permettant de vivre décemment, il est urgent de mettre un terme au gel du point d'indice... A nous de faire entendre ces revendications, à nous de peser sur les négociations salariales qui vont s'ouvrir en février !

L'Etat d'urgence actuelle dans la Fonction Publique ne doit pas devenir permanent !

Tous en grève le 26 janvier !

Céline BUTTE

ENSEIGNEMENT

RECHERCHE

CULTURE

SPORTS



PRÊTS IMMOBILIERS,
CRÉDITS CONSO,
ÉPARGNE,

**SOLIDAIRE
DE VOS
ENGAGEMENTS**

ASSURANCES,
SERVICES BANCAIRES,
SOLIDARITÉ ET MUTUALISME

LA BANQUE DU MONDE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Caisse de Crédit Mutuel
Enseignant de Limoges**

Le Colisée

13 Place Jourdan - 87000 Limoges
Tel. 05 55 10 09 78 - Fax. 05 55 49 14 97
e-mail : 3655000@cmlaco.creditmutuel.fr

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cme.creditmutuel.fr

Fonction publique, Collège...

Des changements de cap s'imposent !

mercredi 13 janvier 2016

Personne aujourd'hui ne conteste la dégradation de la situation sociale dans notre pays avec plus de cinq millions de chômeurs, une augmentation de la précarité, six millions de familles qui survivent grâce aux minima sociaux, 23% de jeunes et 10% des retraités vivant sous le seuil de pauvreté.

Dans la fonction publique, les mesures annoncées par le gouvernement - **suppression d'un grade en catégorie C, revalorisation des grilles des trois catégories, garantie d'un déroulement de carrière sur au moins deux grades pour tous les agents** - restent insuffisantes au regard des pertes de pouvoir d'achat sur le traitement indiciaire.

En effet, les efforts imposés aux agents de la Fonction publique sont importants. Cela a pour conséquence de **réduire leur pouvoir d'achat de l'équivalent de deux mois de salaire par an depuis 2000**, situation que la FSU a toujours dénoncée. L'actuel gouvernement a présenté ces mesures d'austérité comme nécessaire à la relance économique et au recul du chômage. Après cinq années de blocage de la valeur du point d'indice, **l'échec est patent** et une rupture avec cette politique s'impose.

Lors des négociations PPCR, la FSU a rappelé la nécessité de prendre les mesures indispensables pour reconstruire les grilles indiciaires et d'assurer le déroulement complet des carrières associé à l'augmentation de la valeur du point d'indice. La FSU a obtenu de faire avancer la rencontre salariale au début de l'année 2016. Elle a dans ce cadre proposé aux fédérations de fonctionnaires de se rencontrer afin de peser avec l'ensemble des agents de la Fonction publique pour assurer une réelle revalorisation de la valeur du point. La FSU ne se contentera pas de la « possibilité » de dégeler la valeur du point d'indice. Elle entend que ce rendez-vous salarial soit celui d'une réelle revalorisation des salaires.

Pour la FSU, il serait inconcevable que le gouvernement ne réponde pas aux attentes des cinq millions d'agents de la Fonction publique.

Le 26 janvier prochain, une journée d'action, de grèves et de manifestations est prévue dans la fonction publique sur la question salariale. La FSU soutient ses syndicats nationaux et ses sections départementales qui s'inscrivent dans cette journée suivant les modalités de mobilisation qu'ils ont décidées. Elle appelle aussi les organisations syndicales à se retrouver très rapidement, dans l'unité la plus large, afin d'obtenir une réelle revalorisation salariale de tous les agents lors du prochain rendez-vous salarial.

La FSU soutient également pleinement les personnels du second degré de l'Éducation nationale en grève contre la réforme du collège ce même jour.

26 janvier 2016

Rassemblement à 11h devant la Préfecture

Pour l'augmentation de nos salaires et pour le maintien de Services Publics de proximité.

Nous réclamons la suppression des politiques d'austérité et l'octroi de véritables moyens budgétaires nécessaires au financement de toute l'action publique.

Inverser la pente des salaires !

Nous demandons donc le dégel immédiat de la valeur du point d'indice prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier depuis 2010.

Des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat !

La perte du pouvoir d'achat subie par cinq millions de salariés pèse sur l'activité d'autant que les mêmes orientations plombent aussi les salaires d'autres secteurs et les pensions de retraite.

Un statut et un vrai déroulement de carrière!

Le statut général des fonctionnaires, leurs droits et garanties collectifs ont fait l'objet de lourdes attaques avec notamment des mobilités géographiques et professionnelles forcées, des mises en cause des politiques relatives à l'action sociale, l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique, ainsi que de toutes les formes d'emplois précaires.

Pour